

Dans ce premier article d'une série sur la situation politique en Grande-Bretagne, Thierry Labica revient sur ce qu'il est advenu du parti travailliste depuis l'arrivée à sa tête de Jeremy Corbyn, militant de son aile gauche mais aussi animateur de longue date du mouvement anti-guerre et pour le désarmement nucléaire.

Thierry Labica est maître de conférences au département d'études anglophones de l'université Paris-Ouest Nanterre. Il est l'auteur de [plusieurs articles parus sur Contretemps](#), et a coordonné récemment, avec François Cusset et Véronique Rauline, l'ouvrage [Imaginaires du néolibéralisme](#) (La Dispute, 2016).

Depuis bientôt un an, le rapprochement a souvent été fait entre l'audience exceptionnelle de la campagne du candidat du parti démocrate, Bernie Sanders, aux Etats-Unis et l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste britannique et, par là même, de l'opposition parlementaire travailliste au gouvernement conservateur au pouvoir. Là où la possibilité même d'une gauche politique reconnaissable semblait avoir depuis longtemps disparu, les audiences de masse du candidat de la gauche démocrate et de celui de la gauche travailliste sont venues infléchir, et peut-être déstabiliser, une partie au moins des normes idéologiques qui depuis les années 1980 ont défini l'ordre de l'audible en politique.

Mais plus que d'affrontements et de crises *dans* ces partis héritiers lointains de la social-démocratie historique, il pourrait maintenant s'agir de crise *de* ces partis tout entiers, eux-mêmes. Les niveaux de tensions internes au travaillisme britannique et d'hostilité au sein du groupe parlementaire travailliste lui-même contre le leader de l'opposition parlementaire, son propre porte-parole, sont extrêmes. Un point rupture a été atteint avec le résultat du referendum sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE. Cette séquence assez originale mérite au moins une première tentative de description et d'analyse.^[1]

On propose ici de commencer par rendre compte des principaux traits de la conjoncture qui a vu l'arrivée de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste en septembre 2015 ; en-deçà des polémiques et des manœuvres diverses, qu'advient-il du parti travailliste depuis l'arrivée de Corbyn à sa tête ?

Les rappels proposés, notamment en ce qui concerne les échéances électorales depuis septembre 2015, valent surtout par leur mise en regard du rejet, souvent virulent, exprimé depuis cette date à l'encontre de Corbyn et trouvant sa source en particulier au sein du groupe parlementaire travailliste lui-même. On saisira alors mieux les termes de l'offensive interne contre le nouveau dirigeant de l'opposition et ce que ces affrontements pourraient induire pour ce parti dont l'influence, voire, l'aura, a coloré toute l'évolution de la social-démocratie en Europe (au moins) depuis le milieu des années 1990. Ce sera aussi l'occasion d'observer au moins les principaux aspects de la campagne politique des conservateurs et des grands médias contre Corbyn et les « Corbynistas » ; campagne qui, pour beaucoup, semble repasser le vinyle de la musique d'ambiance utilisée contre les mineurs en grève entre mars 1984 et mars 1985.

On en viendra ensuite à la conjoncture politique dans laquelle apparaît la dynamique qui a porté un représentant d'une gauche travailliste, pourtant toujours très minoritaire, à la tête du parti ; quelle politique et quelles réformes conservatrices, depuis 2010, s'agit-il de combattre, et avec quelles limites ou insuffisances de l'opposition travailliste s'agit-il d'en finir ?

On étendra un peu plus encore le périmètre contextuel en observant deux choses : premièrement, la conjoncture idéologique dans laquelle intervient la crise du parti travailliste, qui coïncide aussi avec celle du parti conservateur en particulier depuis le vote en faveur de la sortie de l'UE lors du

référendum de juin 2015 (crise potentiellement profonde pour les conservateurs selon les dividendes politiques que l'opposition travailliste sera capable, ou incapable, d'en retirer) ; deuxièmement, la place qu'il faut attribuer à l'héritage blairiste dans la nouvelle affirmation d'une gauche visible au sein du travaillisme britannique et à la formation du conflit interne en cours ; jusqu'où faut-il ramener la situation actuelle du labour britannique à l'héritage des années Blair, et dans quelle mesure la crise actuelle du parti n'est-elle pas plutôt une crise du travaillisme tout court ?

Ce dernier ensemble recoupe des problèmes vastes, bien entendu. Il demeure qu'il faut essayer de s'entendre sur ce qui peut constituer au moins certaines des tendances profondes de la période. C'est à cette condition que l'on peut éviter de tomber dans les analogies sans intérêt et trompeuses avec des situations remontant au début des années 1980.[2] Ce rapprochement est devenu une figure convenue, parmi d'autres, de la disqualification : à lire certains commentateurs, la dynamique pro-Corbyn ne serait que l'expression d'une nostalgie d'un passé lointain, et d'une incapacité chronique à comprendre les inflexibles « réalités » du moment.

Une rupture avec le blairisme

Comme Sanders, Jeremy Corbyn appartient à une génération politique dont le processus de formation fut antérieur à l'offensive anti-ouvrière généralisée des années 1980. Sa longue trajectoire le lie à une expérience et un monde qu'une partie significative de celles et ceux qui se reconnaissent dans son propos et le soutiennent, n'ont pas connu.

Pour résumer, la trajectoire d'un Corbyn - et d'un John McDonnell[3] - est antérieure au virage du « *new realism* » travailliste des années 1980, qui allait s'incarner dans une stratégie de prise de pouvoir dans le parti, puis d'État, appelée « *New labour* » : à partir de 1994, le néo-travaillisme passe notamment par une réforme interne portant sur les principes fondateurs du parti travailliste, inscrits dans sa constitution, sur les modalités électorales au sein du parti et le rapport aux organisations syndicales affiliées, et se pare idéologiquement du projet d'une « troisième voie » blairiste (nourri par la collaboration d'un Anthony Giddens).

Le début de la trajectoire de Corbyn est donc antérieur à ce tournant qu'il va activement contribuer à contester à travers une série de bifurcations décisives. On pense en particulier à l'épisode de confrontation interne (en 1988) pour la direction du parti entre le dirigeant historique de la gauche travailliste, Tony Benn, soutenu alors par Corbyn, et Neil Kinnock, le leader de l'opposition de l'époque. Mais cette lutte interne (largement remportée par N. Kinnock) ne prit son véritable sens qu'au regard du test ultime que constitua la grande grève des mineurs de l'année 1984-85, dernier éclat[4] de la puissante combativité ouvrière qui avait marqué les années 1970 en Grande-Bretagne et maintenant confrontée à des niveaux de coercition et de démoralisation inédits.

On sait ce qu'il est advenu en général depuis lors avec l'enracinement d'un consensus politique et moral dominé par l'individualisme entrepreneurial, l'impératif concurrentiel, la fluidité d'un marché du travail marqué par les bas ou très bas salaires, l'hostilité chronique à l'emploi public et aux protections sociales collectives, toute cette idylle capitaliste ne tardant pas à s'installer dans un riche écrin de militarisme revendiqué, d'idéologie sécuritaire et banditisme bancaire global et multirécidiviste dans lequel la City de Londres fait figure de capitale à la suprématie incontestée.[5]

Mais pour ce qui concerne les années du néo-travaillisme au pouvoir (1997-2010), un développement spécifique mérite l'attention ici. Sous la direction d'Antony Blair, Gordon Brown, Peter Mandelson et Alistair Campbell, notamment, le parti travailliste au gouvernement a inauguré une machinerie de communication d'une ampleur et d'une intensité sans précédent.

Sans évoquer cette évolution de manière détaillée ici, il suffit d'indiquer que les proportions en furent telles (en termes de coûts financiers, de mobilisation de conseillers, d'instrumentation inédite et lourdement centralisée des services gouvernementaux d'information et de communication[6]) qu'en 2002, le Premier Ministre lui-même fit acte de repentance devant une commission parlementaire pour le recours excessif de son gouvernement aux stratégies de « com' » (« spin »). Le mal apparut cependant déjà si profond que beaucoup considèrent que la « fin de la « com' » ne valait que comme slogan de la nouvelle « 'com' ».[7]

En outre, cet appareil de contrôle de la communication redoublait ce qui était déjà un nouveau type de contrôle politique du parti lui-même. « New Labour », loin de n'être qu'un slogan publicitaire, fut aussi le nom d'un nouveau fonctionnement du parti, d'une nouvelle distribution de ses rapports de forces internes entre branches de circonscriptions parlementaires, élus locaux et régionaux, syndicats affiliés, sociétés socialistes affiliées, parti travailliste parlementaire (*Parliamentary Labour Party*, PLP). Là où prévalait une distribution fédérale des forces au sein du parti, les réorganisations internes des années 1980 et 1990 ont consisté à mettre à distance et affaiblir les composantes organisées (syndicats, sections locales) à même d'intervenir dans la construction de l'orientation du parti, pour y substituer un ordre descendant, entre une élite professionnalisée d'experts en communication et stratégies électorales, et une périphérie de soutiens ou d'adhérents neutralisés dans le cadre de mécanismes institutionnels complexes.

Dans ce régime nouveau, les seuils et les barrières dressés entre centre et périphérie édulcorent voire éteignent les possibilités d'intervention et de politisation dans et par le parti qui, du fait de cette dépossession, renonce à être un instrument d'implication et de participation collectives. Les congrès perdent leur vocation de moments d'élaboration programmatique au profit d'un « *National Policy Forum* » hors de portée des non-initiés. Pour ne prendre qu'un exemple de la force nouvelle du contrôle politique au sein du « New Labour », alors que l'intervention militaire en Irak aux côtés de Bush venait de donner lieu aux plus grandes manifestations de masse de l'histoire du pays, et que cette intervention était la cause directe de défections de masse chez les adhérents, l'organisation du congrès (*Labour Party Conference*) réussit l'exploit de ne permettre aucune motion et aucun débat sur le sujet.[8]

Au-delà des polémiques internes qui sont le propre de toute organisation de masse, les générations plus âgées de militant.e.s ou d'adhérent.e.s ont donc eu des raisons objectives de ne plus reconnaître l'organisation politique qu'ils et elles avaient rejoint. Pour ce qui des plus jeunes cadres et représentants du parti (les trois autres candidats à la direction du parti en 2015 par exemple), ils et elles peuvent bien se démarquer d'un blairisme apparemment dépassé du point de vue de l'élaboration de l'image médiatique de ce qu'a été la « troisième voie » en tant que slogan de campagne. Il demeure cependant que les uns et les autres ne paraissent pas pressés de vouloir modifier, sans parler de réformer, la structure interne du parti héritée de l'expérience Blair. En cela, et au-delà des éventuelles dénégations (tous les membres du PLP qui ont voté la motion de censure contre Corbyn ne seraient pas des blairistes), un certain blairisme objectif, enregistré dans la structure interne du parti, reste dominant, de fait.

Faisons alors la simple observation suivante : l'arrivée de Corbyn (ou du tandem Corbyn-McDonnell) à la tête de l'opposition parlementaire travailliste en septembre 2015 représente un contretemps majeur au regard des grandes évolutions du parti travailliste depuis les années 1990, du côté du dispositif de communication comme du côté du contrôle politique interne. Le récent scrutin fait entendre la rupture idéologique profonde avec toute la séquence blairiste.

Cette rupture intervient de l'intérieur même d'un grand parti de la social-démocratie historique qui a incarné de manière tout à fait emblématique la conversion de la gauche au « marché », à la concurrence et, comme on le dit couramment, à l'idéologie « néolibérale ». Le néo-travailleuse,

décrassé de la vieille suie industrielle, à saine distance de ses vieilles racines syndicales, avec son personnel aux visages jeunes et souriants, personnifiant l'idée même d'une modernisation post-ouvrière enfin réussie, a servi de modèle, de référence ou de simple prétexte à tout un monde politique en Europe continentale, jusqu'au très droitier Jorg Haider lui-même.

Deuxièmement, et c'est peut-être le plus grave du point de vue de la machinerie politique et institutionnelle travailliste, ce surgissement de la minorité de gauche[9] a mis et continue de mettre largement en défaut l'ensemble du lourd appareil de contrôle et de pasteurisation de la communication du parti. Sans doute trop soucieux de simuler et mettre en scène sa propre jeunesse de papier glacé, cet appareil médiatique-politique travailliste s'est montré incapable de faire apparaître des figures nouvelles ; *nouvelles* en ce qu'elles auraient été à même de faire entendre les urgences et les aspirations émanant d'une conjoncture sociale souvent dramatique.

Contre cet étouffoir politique, une jonction paraît s'être opérée entre un ensemble de revendications liées au rejet de l'austérité, aux questions de justice fiscale ou au problème des inégalités de revenus sans précédent, et les représentants d'une génération politique plus ancienne avec laquelle il est apparu nécessaire de partager le rejet d'un travaillisme « Nouveau » maintenant craquelé et jauni. Contre un blairisme vieilli et un appareil politique verrouillé, l'antique minorité de gauche dans le parti travailliste fait donc médiation pour laisser à nouveau entendre dans le champ politique des questions que l'on croyait avoir depuis longtemps neutralisées, à l'inclusion de celle -spectre parmi les spectres - du socialisme lui-même. La liquidation paraissait pourtant réussie. L'effroi est donc grand d'autant que l'élection de Corbyn ressemble aussi à un retournement de la logique plébiscitaire, initialement mise en place pour contourner les forces organisées internes au parti, contre ceux qui en avaient été les promoteurs.

Mais avant d'en venir aux termes, aux arguments et aux méthodes envisagées par le groupe parlementaire travailliste (PLP) et le comité exécutif national (*National Executive Committee*, NEC), pour tenter de se débarrasser de leur nouveau porte-parole à la Chambre des communes, il faut commencer par le simple rappel des conditions dans lesquelles ce dernier a reçu son mandat. Cette description permettra de mieux comprendre la nature des tentatives d'éviction de juin-juillet 2016 et leurs conséquences éventuelles, entre nouvelle dynamique de masse pour le parti travailliste, et autodestruction politique comparable aux expériences récentes du Pasok ou du PS français.[10]

L'élection de septembre 2015 et les débâcles qui n'eurent pas lieu

L'élection interne au parti travailliste pour désigner le nouveau ou la nouvelle dirigeante de l'opposition a eu lieu en septembre 2015. Ce scrutin était l'aboutissement d'environ deux mois de campagne au cours desquels quatre candidat.e.s se disputèrent la succession d'Ed Miliband (porte-parole de l'opposition parlementaire depuis les législatives de 2010), après la défaite des travaillistes aux élections législatives de juin 2015 : Andy Burnham, Yvette Cooper et Liz Kendall, cette dernière généralement reconnue comme la candidate blairiste[11], et Jeremy Corbyn, élu d'une circonscription londonienne en 1983 et représentant de la minorité de gauche dans le parti.

Corbyn n'obtint que d'extrême justesse les trente-cinq parrainages de parlementaires travaillistes requis pour se présenter. Inscrit dans cette campagne dans les toutes dernières minutes avant la clôture des dépôts de candidatures, il s'agissait pour lui de continuer de faire entendre une autre voie dans le parti et ce, particulièrement, dans une conjoncture marquée par des reculs sociaux majeurs, de nouvelles tentatives d'attaques contre les droits syndicaux et dans le même temps, un net consensus entre conservateurs et travaillistes au parlement sur les politiques d'austérité.

À l'issue de deux mois de meetings de masse tous azimuts, et conformément à ce qu'annonçaient les sondages depuis plusieurs semaines, Corbyn, le candidat réputé marginal, sortit vainqueur de ce scrutin avec une majorité écrasante de 59,5% des suffrages. En d'autres termes, sur 422664 participants à ce scrutin, 251417 votèrent pour la gauche du parti (soit un taux de participation de 76,3% de participation des membres, des affiliés et des inscrits pour ce vote interne).

Non seulement cette victoire a pris largement en défaut les anticipations de pré-campagne, mais par son ampleur, elle a été une véritable humiliation pour ses plus jeunes adversaires qui à eux trois, parvinrent tout juste à réunir les deux tiers des suffrages apportés à leur aîné : 19%, (80 462 voix) pour Andy Burnham, initialement le favori dans cette échéance; 17% (71928 voix) pour Ivette Cooper; 4,5% (18 857 voix) pour Liz Kendall. Le succès de Corbyn a été net quelle que fut la catégorie de votants, sans que l'on puisse donc l'attribuer à une composante particulière, celles et ceux qui s'étaient inscrits pour trois livres sterling, notamment. Ce résultat (59,5%) était, en outre, supérieur à celui obtenu par A. Blair (57%) dans le même cadre en 1994. De cette manière, au-delà du très faible résultat de la candidate « blairiste », Liz Kendall, le mandat reçu par Corbyn fut d'autant plus une gifle adressée aux anciens dirigeants né-travaillistes qu'il ridiculisait le slogan « ABC » (« *Anything but Corbyn* », tout sauf Corbyn) lancé par Alistair Campbell lui-même, l'ancien stratège en communication de Blair.

La défaite des travaillistes aux législatives de 2015 puis, dans les semaines qui suivirent, l'émergence intempestive de Jeremy Corbyn ont été l'occasion d'engouements politiques très significatifs provoqués par le candidat du Socialist Campaign Group et l'on parla même bientôt de « Corbynmania ». Depuis, les dynamiques d'adhésion ou de ré-adhésion au parti travailliste ont été massives.

En janvier 2016, nombre de sections locales du parti (CLP - *Constituency Labour Party*, sections des circonscriptions) avaient vu leurs effectifs doubler, tripler, voire quadrupler. La section de Daventry, dans le centre de l'Angleterre, était passée de 180 à 700 membres ; celle de Derby Nord de 600-700 à environ 2600, la majorité des adhésions ayant eu lieu durant la campagne de l'été 2015 ; dans la section du Cambridgeshire Sud, de 325 à 831 ; à Colchester, les effectifs ont plus que quadruplé en passant de de 200-250 à près de 1000 et ceux de la ville de Bath de 300 à 1322 membres ; la circonscription de Feltham et Heston, dans le sud-est du Grand-Londres, a quant à elle vu ses effectifs multipliés par sept, une grande partie d'entre eux ayant rejoint le parti par le biais de l'inscription pour trois livres sterling, afin de participer au scrutin interne de septembre 2015.

Des exemples comparables existent par dizaines, comme le documente [la consultation de cent responsables locaux](#) du parti menée en janvier dernier.^[12] Comme on pouvait le prévoir, ce mouvement d'adhésions massif au parti travailliste ne s'est traduit que partiellement en implications militantes actives. Il croise toutes les classes d'âge, enregistre les très nombreuses ré-adhésions de celles et ceux qui s'étaient éloignés du parti avec l'arrivée de Blair et plus encore avec le déclenchement de la guerre d'Irak, et voit également l'arrivée de jeunes en grand nombre sans expérience politique préalable. Là encore, il n'est pas dit qu'entre une génération militante plus expérimentée retrouvant son parti et une jeunesse rejoignant une organisation pour la première fois, les attentes quant aux manières de conduire les discussions et aux rituels collectifs s'accordent facilement. Dans tous les cas de figure, les responsables locaux expliquent cette dynamique par la candidature, puis par l'élection de Corbyn à la tête du parti.

D'une manière générale, le parti travailliste comptait (selon ses propres chiffres) 201 293 membres à la veille des élections législatives de mai 2015 (après être descendu à 157 000 en 2009). Il y en avait 388 407 au 10 janvier 2016.^[13] En six mois (entre le début de la campagne pour la direction et la fin de l'année 2016), le parti travailliste avait pratiquement retrouvé les effectifs qui avaient accompagné l'arrivée de Blair au poste de Premier ministre en 1997 (407 000).

Ces effectifs avaient cependant connu un déclin rapide puis un véritable effondrement avec l'entrée en guerre en Irak. En 2010, le parti comptait 185 000 membres. Mais depuis la fin du mois de juillet 2016, il faut au moins ajouter les 183 541 personnes (soit plus que la totalité des effectifs du parti conservateur britannique) qui se sont inscrites dans les deux jours qui précédaient la clôture des inscriptions pour pouvoir participer au nouveau vote pour la direction du parti décidé par le comité exécutif national afin de tenter de mettre un terme aux violentes tensions internes et, pour ce qui concerne cette instance dirigeante, dans l'espoir de se débarrasser de Corbyn.

Quoi qu'il en soit, et sans prédire sur qui se portera le choix de ces inscrits (même s'il paraît probable que le principal motif de ces adhésions reste généralement le même qu'il y a un an), le parti travailliste compte maintenant plus d'un demi-million de membres. A l'heure où la crainte du discrédit des partis et de la parole publique paraît omniprésente, voilà toujours un développement dont l'ampleur assez exceptionnelle ne peut qu'inviter à la réflexion quant à l'inévitabilité souvent présumée (pour la fêter ou pour la déplorer) de ces reflux.

Au regard de l'année écoulée, la dynamique de recrutement et de ré-adhésion au parti travailliste a été accompagnée d'échéances électorales importantes. Les commentaires de résultats électoraux forment le terrain familier d'affrontements médiatiques et politiques aussi fébriles qu'opportunistes, dans l'oubli chronique d'abstentions souvent élevées et souvent de plus en plus actives et déterminées.

Les confrontations électorales qui ont eu lieu au Royaume-Uni entre la fin de l'année 2015 et la première moitié de l'année 2016 ont fourni le matériau habituel de ce genre d'agitation dont l'essentiel, cependant, a paru venir du parti travailliste lui-même : des élections partielles, le renouvellement des assemblées locales, les scrutins municipaux d'un certain nombre de grandes villes, dont Londres, les législatives écossaises, le référendum sur le maintien ou la sortie de l'UE, allaient-ils permettre de vérifier et de légitimer, dans un sens ou dans l'autre, les positions pro- ou anti-Corbyn ?

Une semaine ne s'était pas encore écoulée depuis l'élection de Corbyn à la tête du parti le 12 septembre 2015 que déjà, expliquait le journal *The Independent*, les anti-Corbyn « sont à la manœuvre pour se débarrasser de ce vétéran de la gauche, certains disant qu'ils passeront à l'offensive si le Labour n'arrivait pas à gagner l'élection municipale de Londres de mai 2016 ».^[14] Le parti allait-il subir les humiliations électorales qui ouvriraient enfin le concert des « on vous l'avait pourtant bien dit ! » et permettraient surtout de contrer l'argument de l'accroissement massif et rapide des effectifs du parti, celui de la déroute dans les urnes ? Auquel cas, le signal serait enfin donné pour lancer l'entreprise d'éviction du dirigeant dont la période d'essai - qu'elle fut de quelques semaines ou de quelques mois - n'avait, de toute façon, que trop duré.

D'une manière générale, les résultats n'ont pas permis de faire la démonstration attendue et ont pu conforter la gauche du parti dans l'idée que ses orientations et sa tonalité, portées par Corbyn, pouvaient trouver une résonance au-delà de leur mouvance. Quant aux secteurs du parti qui leur sont hostiles, dans leur diversité, ils ont pu considérer que les résultats favorables étaient obtenus malgré la nouvelle direction (ce en dépit du fait que Corbyn les condamnait à la défaite).

Les travaillistes ont remporté plusieurs élections partielles (au Pays de Galles, à Sheffield, dans le Grand Manchester et à Londres). La première d'entre elles, dans la région de Manchester^[15] au début du mois de décembre 2015, fut présentée comme le premier test électoral de la nouvelle direction travailliste ; le parti allait-il maintenir son résultat des législatives du mois de mai précédent ou allait-il bel et bien subir l'hémorragie annoncée au profit du parti de l'Indépendance du Royaume Uni (UKIP) ?

Nombre de pronostics parurent des plus sombres. De fines analyses de l'électorat local établissaient par avance le constat d'un basculement vers le parti xénophobe UKIP, inéluctable et terminal[16] ; des enquêtes journalistiques précédant le vote documentaient la profondeur du rejet de Corbyn par l'électorat populaire d'Oldham, laissant présager d'une issue calamiteuse, à la mesure de la situation du parti sous Corbyn.[17] Résultat : le candidat du parti (Jim McMahon) sortit vainqueur avec une majorité renforcée (62,1%[18] soit, un accroissement de 7,3% par rapport à au scrutin des législatives de mai 2015 dans cette même circonscription). Plus généralement, sur trois des quatre élections partielles disputées, le pourcentage du vote pour le parti travailliste sous la direction de Corbyn fut renforcé : Oldham West (+7.3 points), Sheffield Brightside en février 2016 (+5.9) et Tooting en juin 2016 (+8.7).[19]

Les scrutins municipaux et pour les assemblées locales anglaises de mai 2006 s'annonçaient, là encore, comme le moment de vérification d'une quasi-certitude. Un mois avant le vote, une étude universitaire savante[20], sur la base de ses précieux modèles statistiques, anticipait une perte possible, pour le Labour, de 150 élus et des gains de 40 sièges pour les libéraux-démocrates, pour UKIP, et de 50 sièges pour les conservateurs. Après deux années d'austérité particulièrement brutale, le score des travaillistes avait été historiquement élevé en 2012.[21] Des gains supplémentaires paraissaient dans tous les cas peu probables en 2016. Mais l'anticipation experte confirmait d'avance l'urgence à remettre en cause la direction de Corbyn.

Les travaillistes ne devaient finalement perdre que 18 sièges (sur un total de plus de 1300) au lieu des 150 attendus, gardèrent l'ensemble de leurs assemblées locales (58), avec une très légère avance globale sur les conservateurs et, dans certains secteurs électoraux jugés stratégiques, une progression sensible de son électorat par rapport aux législatives de 2015.[22] En outre, le parti remporta les quatre élections municipales en jeu lors de ce scrutin, gardant Salford et Liverpool, gagnant Bristol et reprenant Londres aux conservateurs avec l'élection de Sadiq Khan.[23] Le labour est resté le parti dominant au Pays de Galles qui renouvelait son parlement à cette même occasion (avec 29 sièges sur 60). La focalisation médiatique sur le résultat « de Corbyn » fit cependant perdre de vue les difficultés pourtant bien réelles de l'adversaire électoral au pouvoir. Mais là encore, l'assaut final dut être ajourné (sans que l'on contemple la moindre révision des jugements et estimations de départ).

Reste le résultat du vote pour le renouvellement du parlement écossais[24] où le parti travailliste écossais fut laminé avec la perte de 13 sièges sur 37. Ce résultat, inimaginable en Ecosse dans le passé encore récent, nécessiterait un commentaire spécifique dans lequel Corbyn aurait peu de place et qui devrait plutôt prendre en compte le produit d'une année de campagne commune des conservateurs et des travaillistes pour le maintien de l'Ecosse dans le Royaume-Uni, avant le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en septembre 2014. Le résultat des élections locales de mai 2016 en Ecosse ne faisaient qu'enraciner la débâcle déjà subie par les travaillistes sous Ed Miliband aux élections législatives de 2015 qui avaient vu le parti perdre 40 sièges de députés sur 41 et le Parti national écossais (SNP) passer de 6 à 56 députés au parlement de Westminster. Rendre Corbyn responsable des déboires écossais du parti ou lui reprocher de ne pas encore avoir su, en moins d'un an, le réveiller de son coma, exige beaucoup d'imagination, ou une mauvaise foi d'une grande vaillance.

Au parlement, l'opposition travailliste est parvenue à faire au moins partiellement obstacle aux dramatiques réductions de crédits d'impôts qui allaient frapper 3 millions de foyers modestes d'une perte d'environ 1300 livres par an à partir d'avril 2016 ; elle a contribué à l'abandon du projet du ministère de la justice britannique de participer à la gestion du système carcéral saoudien, à l'abandon des coupes supplémentaires (4,4 milliards de livres) prévues dans les allocations aux personnes handicapées ; à empêcher la majorité de modifier les critères de mesure de la pauvreté infantile (destinés à en améliorer les statistiques).

L'opposition travailliste est intervenue avec le SNP et des élus conservateurs pour que le gouvernement renonce à ses projets d'allongement des horaires du travail du dimanche dans les grandes surfaces et les grands magasins ; a contribué (avec les organisations d'enseignants, de directeurs d'écoles, d'élus locaux de tous bords...) à faire en sorte que le gouvernement renonce à contraindre l'ensemble des écoles du primaire et du secondaire à adopter le statut d'« *academies* », dérèglementées, soustraites à la gestion des assemblées locales élues, aux grilles de salaires nationales et aux programmes ; a contribué également à contraindre David Cameron à revenir sur sa politique restrictive d'accueil d'enfants réfugiés arrivant seuls en Europe ; a permis que soit nettement atténué un projet de loi qui visait à détruire ce qui reste encore des droits des organisations syndicales.

Certes, tout ceci n'empêche pas le gouvernement de poursuivre sa politique, mais il demeure qu'une opposition travailliste, unie, articulée aux résistances sociales et syndicales, et capable d'alliances au-delà de ses rangs au parlement, ne se réduit en rien à la posture « protestataire » et « inefficace » vers laquelle on reproche à son dirigeant de l'entraîner.

Enfin, au cours des premiers mois de l'année 2016, les sondages, boussole sans pôle de bien des arguments et polémiques, ne signalaient pas de retard critique sur les conservateurs et faisaient apparaître un relatif équilibre entre les deux principaux partis politiques[25], à l'image du résultat des élections locales et en dépit d'une présentation négative très insistante de la part d'une très grande partie des principaux canaux d'information et des « analyses » (on va y revenir). Il n'est pas très surprenant, dans ces conditions, que l'on ait peu entendu parler de la légère avance prise en avril 2016 par les travaillistes sur les conservateurs et par Corbyn lui-même sur le Premier ministre, notamment suite aux révélations des Panama Papers concernant celui-ci.[26]

De la même manière, on peut rapporter le fait que les principales orientations de Corbyn et de la gauche travailliste correspondaient à des attentes souvent majoritaires dans la société britannique[27]. De nettes majorités de britanniques sont favorables à la renationalisation du système ferroviaire, à un taux d'imposition à 75% pour les revenus supérieurs à un million de livres sterling, à un accord international pour interdire les armes nucléaires, au contrôle des loyers, au salaire de vie (supérieur au salaire minimum qui ne permet pas de sortir du seuil de pauvreté) obligatoire, à la suppression des frais d'inscription universitaires. La même enquête indiquait également qu'une majorité de la population était opposée à la guerre en Irak, comme, plus récemment, elle était opposée aux bombardements sur la Syrie.

Cette question doit être abordée avec nombre de précautions, en tenant compte, notamment, du « travail » assez intense effectué sur l'opinion publique. Ceci étant entendu, on peut présumer avec Richard Seymour que contrairement aux lectures distinctement sélectives et partiales des premières enquêtes produites suite à son élection, « Corbyn n'a pas perdu d'électeurs ; il les a polarisés de manière inédite »[28]. Toutefois, la focalisation sur les sondages par les parlementaires travaillistes opposés à Corbyn, dans son occultation de ce qui a pu constituer des signaux favorables, ou d'interprétations plus complètes, là encore, aura pu valoir comme symptôme d'angoisses plus profondes, comme on aura l'occasion de le voir.

La possibilité d'une refondation du parti travailliste sur des bases idéologiques renouvelées et d'inspiration socialiste, et *l'idée même que Corbyn puisse devenir Premier ministre*, sont, pour tout un secteur du parti, des perspectives au moins aussi problématiques qu'une défaite aux prochaines législatives. Comme l'a d'ailleurs très explicitement déclaré Blair lui-même, le problème n'est pas seulement celui de « l'inéligibilité » présumée de Corbyn et de « l'annihilation » promise du parti travailliste ; il réside aussi dans la possibilité même d'une arrivée au pouvoir : « Que ma position soit tout à fait claire : je ne souhaiterais pas gagner sur la base d'un programme de gauche à l'ancienne. Même si je pensais que ce devait être le chemin pour y parvenir, je ne m'y engagerais pas »[29].

Dans tous les cas, si le dirigeant n'est certes pas, à lui seul, responsable des résultats électoraux valables du parti, on peut au strict minimum considérer qu'il n'y a pas fait obstacle. Compte tenu de ce qui précède, il paraît alors raisonnable de considérer que les résultats travaillistes, avec Corbyn à leur tête, que ce soit sur le terrain électoral, au parlement, ou en termes de dynamique d'adhésion ou de ré-adhésion au parti travailliste, pouvaient justifier des interprétations mesurées des résultats et dans tous les cas, ne confirmaient pas les débâcles annoncées et dans certains cas, espérées.

En outre, il semblerait sans doute très excessif de reprocher à une direction travailliste quelle qu'elle soit de ne pas avoir su ramener à elle, en moins de dix mois, les foules d'électorales et d'électeurs perdus au cours des années précédentes, à savoir, cinq millions, entre 1997 (13,5 millions) et 2010 (8,6 millions)[30]. Tout comme il paraît déraisonnable de reprocher à une direction quelle qu'elle soit de n'avoir rebâti en quelques mois un parti travailliste écossais tombé gravement en ruines bien avant son élection[31].

Notes

[1] La coïncidence de calendrier avec la convention démocrate qui a aggravé, fin juillet 2016, plus qu'elle n'a apaisé, la discorde entre partisans de Saunders et de H Clinton, justifierait une mise en parallèle, au-delà des compétences de présent contributeur, cependant.

[2] Nombres de commentateurs français ont suffisamment rabâché la comparaison (totalement inappropriée) entre Theresa May (devenue Première Ministre à l'issue du Brexit) et Margaret Thatcher (« to Brexit or not to Brexit », « Should I stay or should I go », « Theresa May, la nouvelle Thatcher »...) pour que l'on se dise que quelques distinctions élémentaires explicites restaient nécessaires en dépit de leur grande évidence. Il est vrai qu'entre gimmicks quasi-pavloviens et réductionnisme des commentaires à une actualité politico-électorale hors-sol, les « décryptages » de la situation outre-Manche ne brillent pas par leurs audaces pédagogiques.

[3] Autre représentant de la minorité de gauche au sein du parti et depuis septembre 2015, ministre de l'économie dans le cabinet fantôme.

[4] Avec la grève des ouvriers de l'imprimerie (1986-1987) du groupe de Rupert Murdoch.

[5] Les conséquences du récent Brexit restent à voir sur ce sujet.

[6] Soumis à des règles de neutralité consignées dans le « Livre rouge de Whitehall » (!).

[7] Cf. Bob Franklin, « A Damascene Conversion? New Labour and Media Relations », in Steve Ludlam & Martin Smith (dir.), *Governing as New Labour: Politics and Policies Under Blair*, Palgrave MacMillan, 2004.

[8] Cf. Richard Seymour, *Corbyn: the Strange Rebirth of Radical Politics*, Verso, 2016, p.165.

[9] Regroupée dans le Socialist Campaign Group, un groupe de parlementaires travaillistes de gauche constitué fin 1982.

[10] Dans des conditions certes très différentes, mais il demeure que la relative coïncidence temporelle de ces situations et les degrés d'effondrement observés, forment ensemble des symptômes - au moins - manifestes de l'évolution de grands secteurs de cette social-démocratie qui, il y a peu encore, dominait l'ensemble de l'Europe tant dans les jeux politiques nationaux qu'à l'échelle communautaire.

[11] Bien qu'elle ait souhaité se démarquer de cet héritage : « [Labour's Liz Kendall : I'm not a Blairite Candidate](#) », *The Guardian*, 25 juin 2015.

[12] « The Corbyn effect: who - and where - are the thousands of new labour members? We asked 100 Labour officials from across Britain about new members flocking to join Jeremy Corbyn's party », *The Guardian*, 13 janvier 2016.

[13] « Revealed : how Jeremy Corbyn has reshaped the labour party », *The Guardian*, 13 janvier 2016.

[14] « A Third of labour voters less likely to vote for the party with Jeremy Corbyn in charge, with critics already plotting to oust him », *The Independent*, 18 février 2015.

<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/>

[15] Circonscription de Oldham West et Royton.

[16] Pour un exemple douloureusement caricatural, cf. Ian Warren dans le *Guardian*, deux jours avant le scrutin : « Why labour fears the worst in Oldham West », 1^{er} décembre 2015.

[17] Le reportage de John Harris et al., pour le site du *Guardian*, enregistré la veille du vote, promettait un retour cuisant des « réalités » pour les « fans » de Corbyn : « [Oldham byelection : Corbynmania collides with reality - video](#) » Nb : le présent grammatical de « *collides* » [entre en collision] suggère une affaire jouée d'avance. Ces deux œuvres journalistiques sont elles-mêmes à la mesure de la contribution générale du *Guardian* à l'élaboration d'une image négative d'un Corbyn en échec, incompetent et déconnecté du réel. Mais en l'occurrence, les exemples comparables publiés à la veille du vote (prédisant d'inévitables défaites ou reculs à Oldham West au profit de UKIP) - tous prétendument bien informés par « diverses sources » - abondent.

[18] Pour un taux de participation d'un peu plus de 40%.

[19] Avec des taux de participation entre 33% et 42% pour les deux dernières.

[20] Prof. C Rallings et prof. M Thrasher, election center, University of Plymouth, "Local elections 2016", Political Studies Association, 5 avril 2016 [[en ligne](#)].

[21] Ces scrutins concernaient 128 assemblées locales sur un total d'un peu plus de 400 pour l'ensemble du Royaume-Uni.

[22] « Elections : SNP celebrate win as labour 'hang on' » BBC, 6 mai 2016, <http://www.bbc.com/news/election-2016-36218450>

[23] Certes pas un soutien de Jeremy Corbyn.

[24] Avec la dévolution adoptée par référendum en 1998, l'Ecosse à un parlement et un gouvernement à responsabilités limitées que les référendum sur l'indépendance de 2014 n'a pas permis de s'affranchir de la tutelle de Londres. Par conséquent, les écossais ont continué de voter, en mai 2015, pour le renouvellement du parlement de Westminster (à Londres, la Chambre des communes) et ont voté, dans le cadre des élections locales de mai 2016 pour le renouvellement de leur propre parlement national, à Holyrood (qui se trouve à Edinbourg).

[25] L'analyse de ces premiers résultats nécessite toutes sortes de nuances , cf. Anthony Wells, « How is Jeremy Corbyn really doing in the polls ? », *New Statesman*, 16 Août 2016 (<http://www.newstatesman.com>). On veut simplement observer ici qu'en tout état de cause, ces

résultats ne pouvaient encore servir de prétexte à une offensive déclarée des échelons supérieurs du parti contre leur propre dirigeant.

[26] Cf le résultat de l'institut de sondage YouGov UK, Will Dahlgreen, "Cameron's ratings are now lower than Corbyn's", 8 avril 2016, <https://yougov.co.uk/news/>, et Jim Edwards, « The media is ignoring the fact that Jeremy Corbyn's labour is pulling ahead in the polls », *Business Insider UK*, 25 avril 2016, <http://uk.businessinsider.com/>

[27] « [The 9 charts that show the 'left-wing' policies of Jeremy Corbyn the public actually agree with](#) », *The Independent*, 23 juillet 2015.

[28] Richard Seymour, *Corbyn : the Strange Rebirth of Radical Politics*, Verso, 2016, p. 40.

[29] « Tony Blair says he wouldn't want a left wing labour party to win an election », *The Independent*, 22 juillet 2015.

[30] Parmi les 13,5 millions d'électrices et d'électeurs de 1997 (première victoire de Blair), 3,5 millions décédèrent entre cette date et 2010, 5,5 restèrent loyaux au parti ; 2 millions votèrent pour les démocrates libéraux en 2010 ; 1,3 million pour les conservateurs ; 0,6 million pour de petites formations et 0,6 million ne votent plus. Cf. Peter Kellner, « Labour's lost votes », sur le site de YouGov.UK, 22 oct. 2012 : <https://yougov.co.uk/news/2012/10/22/labours-lost-votes/>

[31] A l'heure à laquelle est rédigé ce texte, un regain d'intérêt pour le labour sous la direction de Corbyn semble se manifester, ceci contre la dirigeante du Labour écossais, Kezia Dugdale, qui appelle à soutenir le concurrent de Corbyn dans la nouvelle élection interne pour la direction du parti. Que Kezia Dugdale, qui a présidé aux pires humiliations électorales des travaillistes en Ecosse, conseille les membres du parti sur ce qui pourrait constituer ses meilleures perspectives de reconstruction en Ecosse, pourra paraître très approprié, ou cruellement ironique : « [Jeremy Corbyn 'can help labour rebuild in Scotland'](#) », *The Guardian*, 24 Août 2016.